

o.132.35.4 - SCW/CX

Bern, 28. November 1988

GRUPE DE REFLEXION EUROPE

Gruppe Umweltfragen

Schlussbericht

Introduction et conclusions du président du groupe de travail

Les problèmes d'environnement deviennent progressivement une des préoccupations majeures des pays d'Europe. Dans la Communauté, les positions restent cependant encore très partagées. Aux compétences communautaires de lutte contre les pollutions s'ajoutent les mesures plus sévères prises par certains Etats. La Suisse a pu jouer, ces dernières années, un rôle moteur dans le développement de la politique d'environnement européenne grâce notamment au dialogue AELE - CEE et à l'adoption d'un certain nombre de mesures applicables dans toute l'Europe. Elle l'a fait parce qu'elle a pris conscience, plus vite que d'autres, de la gravité des atteintes au milieu naturel, peut-être d'ailleurs en raison de sa situation géographique particulière.

En adhérant à la Communauté, nous pourrions peut-être continuer à jouer ce rôle moteur. Le nouvel article 130T du Traité nous permettrait non seulement de préserver l'acquis, mais également de continuer à prendre certaines mesures supplémentaires, imposées par notre situation particulière, et par la volonté de préserver un environnement déjà très menacé.

Hors de la Communauté, il nous sera toujours plus difficile de défendre nos intérêts et nos vues, lorsque celle-ci décidera de prendre de nouvelles mesures, malgré les mécanismes de consultation et d'information instaurés à Noordwijk. Nous devons néanmoins, ne serait-ce que pour des raisons de compétitivité économique, adopter les solutions retenues par la Communauté. Faute d'être présents là où les décisions se prennent, nous aurons toujours plus de peine à imposer et à faire comprendre certaines des politiques que nous dicte notre situation particulière de pays de montagnes, très industrialisé, au centre de l'Europe.

La limite des 28 tonnes pour les poids lourds est un clair exemple de l'isolement progressif dans lequel nous nous trouvons, de notre difficulté à mobiliser des alliés avant que la Communauté ne tranche, de

notre difficulté, surtout, à faire comprendre les véritables objectifs - d'environnement - de cette politique. Nous avons pu, dans le passé, introduire le catalyseur, proposer seul, avec la taxe poids-lourds, la prise en charge d'une partie de leurs coûts externes par les transporteurs routiers. On voit aujourd'hui que nous avons simplement quelques années d'avance sur l'Europe, à qui notre percée a été utile. Mais nous avons alors en face de nous une Europe divisée. Dans notre lutte, aujourd'hui, pour un meilleur équilibre entre le rail et la route, face à une Europe déjà plus unie, nous voyons que notre liberté, notre autonomie, notre indépendance sont très sérieusement mises en cause : on nous pousse à nous soumettre à la décision de la majorité sans que nous n'ayons ni la possibilité de nous exprimer dans les enceintes appropriées, ni surtout de participer aux décisions qui y sont prises. Comment, sans être ni à Bruxelles ni à Strasbourg, convaincre nos partenaires de créer, à nos frontières, une rupture de charges constituant peut-être la dernière chance pour les chemins de fer européens de concurrencer la route. Ne peut-on pas espérer que les camions, leurs remorques ou même simplement leur chargement, forcés de prendre le train, soient progressivement chargés et déchargés toujours plus loin au nord et au sud de nos frontières ?

Cette analyse est également vraie dans d'autres domaines : nous ne pouvons pas nous passer d'une agriculture de montagnes non rentable mais nécessaire pour protéger un environnement très menacé par l'érosion, pour préserver des paysages et un habitat, pour conserver la richesse et la diversité culturelle de notre pays. Membre de la Communauté, nous devrions adapter nos prix. Mais nous pourrions peut-être, elle est prévue dans les textes et elle s'esquisse déjà dans certaines régions, développer une politique de soutien direct aux paysans et aux populations de montagnes ou d'autres zones défavorisées - la TVA nous permettrait de la financer - pour leur rôle en matière de gestion de l'environnement et pour maintenir un peuplement suffisant.

Hors des Communautés, nous devons supporter, seul et de plein fouet, la pression grandissante de nos principaux partenaires commerciaux contre une politique agricole plus protectionniste que véritablement moteur d'une politique d'environnement et d'aménagement du territoire efficace.

Notre politique d'aménagement du territoire dépend actuellement d'un certain nombre de mesures incompatibles avec le droit communautaire : discrimination des étrangers lors de l'achat d'immeubles et surtout contrôle des étrangers au moment où l'Europe prépare la libre-circulation des personnes. Membre des Communautés, nous devrions, après une période transitoire, accepter la libre-circulation des personnes. Nous pourrions cependant, même si la situation économique restait la même qu'aujourd'hui, éviter un afflux d'étrangers en proposant une politique d'aménagement du territoire plus ciblée, et notamment des mesures particulières en faveur de régions déjà relativement trop peuplées et dont l'environnement est menacé, en développant une politique de localisation industrielle et de l'habitat plus diversifiée et en pratiquant une politique économique et surtout sociale, une politique salariale plus dynamique. Il faut rappeler en effet que libre-circulation des travailleurs ne signifie pas liberté d'établissement. Il faut pour cela avoir un emploi et - nous pourrions peut-être l'imposer - un logement.

Hors des Communautés, notre politique des étrangers amènera, par le jeu de la réciprocité, à limiter toujours davantage la liberté d'établissement des Suisses dans les pays de la Communauté.

En conclusion

La défense d'une politique d'environnement et d'aménagement du territoire adaptée aux réalités de notre pays, à la volonté de nos autorités de lutter contre la pollution, ne serait pas nécessairement plus difficile si nous étions membre de la Communauté qu'en restant en dehors. Nous serons en tout cas touchés par ce qui se passe en Europe. La défense de nos objectifs et de nos intérêts risque d'en devenir plus difficile. Nous devons faire davantage d'efforts pour expliquer les raisons de notre politique, et en particulier nos objectifs de protection de l'environnement et de gestion d'un territoire soumis à des contraintes particulières. Nous devons aussi mieux inscrire notre effort dans une perspective européenne. Montrer que nous ne sommes pas un frein, mais que nous ouvrons plutôt la voie à une politique européenne de protection de l'environnement

plus dynamique, utile à tous. Pour défendre notre crédibilité, nous pourrions être plus actifs lorsqu'il s'agit d'accepter certains sacrifices dans l'intérêt de tous. Nous devons continuer d'oeuvrer à l'adoption de stratégies et de normes communes, en Europe, et dans le monde entier. Nous pourrions aussi contribuer plus directement à l'effort des Communautés pour préserver l'environnement dans les pays du Tiers-monde.

Ces différentes questions ont fait l'objet de discussion dans le groupe de travail, souvent en présence d'experts d'autres offices de l'administration fédérale. Elles restent aujourd'hui posées, au-delà quelquefois du rapport ci-joint, qui a été, lui, assez longuement discuté par le groupe de travail.

L. Erard

Berne, le 28 novembre 1988

0.132.35.4 - SCW/KN

Bern, 28. November 1988

Groupe de réflexion Europe**Gruppe Umweltfragen****Schlussbericht**

Ausgangslage

Die Gruppe für Umweltfragen stellte sich die Aufgabe, an Hand ausgewählter Bereiche zu Aussagen zu kommen über schon feststellbare oder sich abzeichnende Auswirkungen des europäischen Integrationsprozesses

- auf die schweizerische Umweltpolitik und ihre Umsetzung sowie
- auf Form und Inhalt der Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Umweltschutzes in Europa und darüber hinaus und auf die schweizerische Interessenlage in dieser Zusammenarbeit.

Auf dem Weg zu einer europäischen Umweltpolitik

1. Angesichts der grundsätzlichen Zielsetzung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und des Binnenmarktes ist davon auszugehen, dass in diesem Wirtschaftsraum längerfristig zumindest grossräumig die annähernd gleichen Umweltprobleme herrschen werden. Damit ist auch die Notwendigkeit einer gemeinsamen europäischen Umweltpolitik gegeben. Bei ihrer Formulierung und Durchsetzung wird namentlich eine Rolle spielen, ob die heute feststellbaren Unterschiede in der Bereitschaft der Regierungen und der öffentlichen Meinung zu energischen Umweltschutzmassnahmen, die zum Teil Unterschieden in der wirtschaftlichen Entwicklung entsprechen, weiter bestehen werden und ob sich die Fähigkeit ausbilden wird, aus den Fehlern anderer zu lernen. Die Schweiz will weiterhin ihren Beitrag leisten zum Aufbau einer europäischen Umweltpolitik und diesen Beitrag so effizient wie möglich einbringen. Von wesentlicher Bedeutung wird in diesem Zusammenhang sein, ob in der europäischen Umweltpolitik ein Platz erhalten bleiben kann für Lösungen, die Sonderbedürfnisse grösserer (Alpenraum; Stromlandschaften; Küstenzonen; Regionalmeere) und kleinerer Regionen in ausreichendem Ausmass berücksichtigen. Die

Möglichkeit von regionalen Regelungen hängt zu einem guten Teil von der EG und der Art ihrer Beschlussfassung im Umweltbereich ab.

2. Im Römer Vertrag von 1957 ist die Umweltschutzpolitik als Gemeinschaftsaufgabe nicht vorgesehen. Seit 1972 jedoch befasst sich der Europäische Rat der Staats- und Regierungschefs mit Umweltfragen. Unter dem Einfluss namentlich des Europäischen Parlamentes und der Kommission erfuhren die Umwelt-Aktionsprogramme seit 1973 eine ständige Ausweitung, was seinen Niederschlag fand in bisher gegen 150 Rechtsakten, darunter etwa 120 verbindlichen Richtlinien. Die Einheitliche Europäische Akte, die am 1. Juli 1987 in Kraft trat, enthält ein Umweltkapitel und damit die offizielle Anerkennung der partiellen EG-Umweltkompetenz durch die Mitgliedstaaten.

Was die Beschlussfassung betrifft, sieht auch die Einheitliche Europäische Akte im Umweltbereich (Unterabschnitt VI) Einstimmigkeit vor. Grössere Bedeutung könnte dem neuen Artikel 100 A im Unterabschnitt I, "Binnenmarkt", zukommen: Für bestimmte Gebiete, die für die Verwirklichung des Binnenmarktes relevant sind, geschieht die Beschlussfassung mit qualifizierter Mehrheit. Dazu gehören Umweltschutzmassnahmen wie Abgasgrenzwerte und andere Produktnormen. In beiden Fällen schliesslich ("Umwelt" und "Binnenmarkt") können Mitgliedstaaten schärfere Bestimmungen erlassen oder beibehalten, wenn der Umweltschutz dies rechtfertigt.

Falls ein Mitgliedstaat einen solchen Schritt unternimmt, können die anderen Einspruch erheben, sodass schliesslich dem Europäischen Gerichtshof in der Entwicklung einer europäischen Umweltpolitik eine bisher noch nicht ausgelotete Rolle zukommen könnte.(*). Eine steigende Bedeutung kommt auch dem Europäischen Parlament zu, insbesondere wenn es von einem Beratungsgremium zu einer Volksvertretung im demokratischen Sinn aufgewertet würde.

* Einen ersten Schritt in diese Richtung stellt der Entscheid des Europäischen Gerichtshofs vom 20. September 1988 über die in Dänemark eingeführte Verpflichtung zur obligatorischen Rücknahme von Bier- und anderen Getränkeflaschen dar: Dieses dänische System sei rechtmässig, weil es den Umweltschutz und damit eine grundsätzliche Zielsetzung der EG fördere.

Die Entwicklung des Prozesses der Beschlussfassung im Umweltbereich ist nicht nur eine für die EG, sondern auch für das Verhältnis der Schweiz zur EG bedeutende Frage: Zur Zeit sind die schweizerischen Grenzwerte generell strenger als jene der EG, und unsere Umweltgesetzgebung ist umfassender. Falls sich in der EG das Recht auf progressivere und damit regionale Lösungen durchsetzt, müsste auch in der EG die Akzeptanz für schärfere Umweltbestimmungen in Nicht-Mitgliedstaaten wachsen. Zumindest kann jetzt schon festgestellt werden, dass es innerhalb der EG begrüsst wird, wenn mit der EG in enger Beziehung stehende Nicht-Mitgliedstaaten eine Pionierrolle im Umweltschutz übernehmen. Dies gilt beispielsweise für den gemeinsamen Kampf gegen die Luftverschmutzung (s. Kapitel "Umweltschutz"), und die Vermutung liegt nahe, dass dieses erfolgreiche Modell auch in anderen Bereichen (so etwa bei der Behandlung des globalen Problems der Klimaveränderung) angewendet werden könnte.

3. Auch eine klare und eindeutige Bejahung der Frage, ob die Schweiz ihre Umwelthanliegen als EG-Mitglied besser durchsetzen könnte, würde die kurz- und mittelfristig anfallenden Probleme und deren Lösung kaum beeinflussen. In der jetzigen Situation geht es für die Schweiz um die optimale Ausnützung des bestehenden Instrumentariums. Dazu gehört der Noordwijk-Mechanismus, (*) der sich, in Ergänzung des Briefwechsels mit der EG-Kommission von 1975 und der Erklärung von Luxemburg von 1984, in der Aufbauphase befindet und der die frühzeitige gegenseitige Information über geplante Vorhaben im Umweltbereich und damit die Diskussion über gemeinsame Strategien fördern wird. Der "Umweltreflex" muss aber auch alle anderen Verhandlungen mit der EG und ihren Mitgliedstaaten mitprägen, um im Sinn des OECD-Prinzips der Integration (Erklärung der Umweltminister vom 20. Juni 1985) sicherzustellen, dass

* Die für Umweltbelange zuständigen Minister der EFTA- und EG-Staaten und das für den Umweltschutz zuständige Mitglied der EG-Kommission beschlossen an ihrer Konferenz von Noordwijk (25./26. März 1987) die Schaffung eines neuen Konsultations- und Informationsmechanismus mit der Aufgabe, im europäischen Freihandelsraum zu einer kompatiblen Umweltgesetzgebung zu kommen und dadurch auch neue Handelshemmnisse zu verhindern. Eine erste Konferenz der hohen Beamten im Rahmen dieses Mechanismus, die im März in München stattfand, setzte Expertengruppen ein, die in Einzelbereichen zu Handen der hohen Beamten und später der Minister die Grundlagen für allfällige gemeinsame Vereinbarungen auszuarbeiten haben.

die Umweltanliegen bei der Festlegung der Verhandlungspositionen in allen relevanten Bereichen der Zusammenarbeit frühzeitig berücksichtigt werden. Schliesslich wird für die Schweiz die Weiterführung und Intensivierung der Zusammenarbeit in bestehenden grenznahen, regionalen und globalen Instrumenten weiterhin ein unverzichtbares Mittel sein, um ihren Umweltinteressen auch gegenüber der EG Nachdruck zu verleihen.

Naturschutz

Das schweizerische Instrumentarium für den Natur- und Heimatschutz (Verfassungsartikel; Gesetze und Verordnungen; Inventare und Richtlinien; Subventionen; Beschwerderecht der nicht-staatlichen Organisationen; Mitgliedschaft in internationalen Abkommen) und dessen pragmatische Anwendung gelten als beispielhaft. Jenes der EG ist im Aufbau begriffen. Die schweizerische Anwendungspraxis ist jedoch, entsprechend unseren föderalistischen Strukturen, nicht einheitlich und nicht auf Gesamtlösungen ausgerichtet. Durch den Einbezug in die europäischen Bestrebungen würde die schweizerische Naturschutzpolitik an umfassenderem Ueberblick gewinnen. Der bisher nur beschränkt gepflegte Erfahrungsaustausch mit den für den Natur- und Landschaftsschutz verantwortlichen Stellen anderer Staaten und die Zusammenarbeit mit der Dritten Welt sollten ausgebaut werden. Diese Oeffnung könnte allerdings, wenn der politische Wille dazu vorhanden ist, auch unabhängig vom europäischen Integrationsprozess erfolgen.

Neben einer Anzahl von Abkommen zur Erhaltung der natürlichen Ressourcen in Einzelbereichen wie etwa das Washingtoner Artschutzabkommen oder das Abkommen über den Schutz der Feuchtgebiete, die beide ihren Sitz in der Schweiz haben, spielt der Europarat eine wichtige Rolle im Naturschutz. Sein Comité directeur pour la protection et la gestion de l'environnement et du milieu naturel dürfte jedoch als Instrument der europäischen Zusammenarbeit im Naturschutz an Bedeutung verlieren, weil seine der EG angehörenden Mitgliedstaaten auch diese in die Zuständigkeit des Europarates fallenden Sachgebiete mehr und mehr zuerst EG-intern regeln werden. Eine andere Errungenschaft des Europarates hingegen, nämlich das Berner Uebereinkommen zum Schutz der wildlebenden

Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume und dessen Organe, hat an Einfluss gewonnen und entwickelt sich zu einem Instrument der gesamteuropäischen und über Europa hinausgehenden Zusammenarbeit.

Umweltschutz

1. Eine Voraussetzung für eine echte europäische Umweltpolitik besteht darin, dass im Europa des Europäischen Wirtschaftsraumes mittelfristig (1992-2000) in den wichtigsten Bereichen des technischen Umweltschutzes zur Behebung und Verhinderung von Umweltschäden weitgehend angenäherte und vergleichbare Strategien mit einerseits gegenseitig anerkehbaren Normen und andererseits Raum für regionale Lösungen herrschen werden. Die Entwicklung solcher gemeinsamen Strategien ist ein Hauptziel nicht nur der schweizerischen Umweltaussenpolitik.

Ein bezeichnendes Beispiel ist in diesem Zusammenhang die Luftverschmutzung: Bei den Abgasnormen für die Motorfahrzeuge besteht die gemeinsame Strategie. Das Ziel einer Reduktion auf das Niveau der heutigen US-Grenzwerte, wie es auch in der von 8 Staaten (A, CDN, DK, SF, FL, N, S, CH) herausgegebenen Erklärung von Stockholm vom 5. Juli 1985 niedergelegt wurde, ist allen gemeinsam, während Unterschiede bestehen in der Wahl der technischen Mittel und im zeitlichen Rahmen. Hingegen könnte es länger dauern, bis sich die Vorschriften und Grenzwerte der schweizerischen Luftreinhalteverordnung europaweit durchgesetzt haben. Andererseits hat es gerade diese Luftreinhalteverordnung der Schweiz erlaubt, bei der Durchsetzung von strengeren internationalen Verpflichtungen zur Verringerung der Luftverschmutzung im Rahmen der UNO-Wirtschaftskommission für Europa eine aktive Rolle zu spielen: Mit 9 anderen Staaten (A, CDN, DK, SF, F, BRD, NL, N, S), die am 21. März 1984 die Erklärung von Ottawa unterzeichneten, löste sie jenen Prozess aus, der am 8. Juli 1985 in Helsinki zur Unterzeichnung des inzwischen in Kraft getretenen Protokolls über eine dreissigprozentige Reduzierung der Schwefelemissionen führte, einem Zusatzprotokoll zum Genfer Uebereinkommen über weiträumige grenzüberschreitende Luftverschmutzung von 1979. Mit der Erklärung von Saas Fee vom 28. Februar 1986 gab die Schweiz mit anderen gleichgesinnten Ländern, darunter die übrigen EFTA-Staaten und fünf EG-Mitgliedstaaten, den stockenden Verhandlungen über ein neues Zusatzprotokoll, nämlich über die Kontrolle der Stick-

oxidemissionen, einen neuen Anstoss. Die Unterzeichnung dieses Protokolls am 1. November 1988 in Sofia stellte den erfolgreichen Abschluss dieser Verhandlungen dar. Unmittelbar zuvor, nämlich am 31. Oktober, hatten sich 12 Staaten, darunter wieder alle EFTA-Staaten und sechs EG-Mitglieder, in einer Erklärung zu weitergehenden Massnahmen zur Verminderung der Stickoxidemissionen verpflichtet. Sie taten dies, weil sie das Stickstoff-Protokoll in einem zentralen Teil seiner grundsätzlichen Verpflichtung für zu schwach hielten, jedoch das Protokoll im Interesse der Weiterentwicklung der Ost-West-Zusammenarbeit im Umweltbereich nicht gefährden wollten. Ebenfalls an der Konferenz von Sofia reichte die Schweiz zusammen mit der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich und den Niederlanden einen Vorstoss ein, der auf allgemeine Zustimmung stiess und der in zwei bis drei Jahren zu einem weiteren Protokoll über eine erste Stufe von international abgestimmten Massnahmen zur Kontrolle der Emissionen von flüchtigen organischen Verbindungen (VOCs) führen könnte.

Zu den Gebieten, bei deren Regelung zwischen der Schweiz und der EG grössere oder kleinere Abweichungen bestehen oder deren Regelung unterschiedlich weit gediehen ist, gehören der Bodenschutz, der Gewässerschutz, die gefährlichen Stoffe, die Sonderabfälle, die Industrieabfälle, der Schutz der natürlichen Ressourcen durch Massnahmen zur Erhaltung der biologischen Vielfalt, die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Klimaveränderungen. Ein Bereich, der in der EG geregelt ist, noch nicht jedoch in der Schweiz, ist die Biotechnologie. Die Schweiz dient daher noch als Ausweichsstandort für entsprechende ausländische Unternehmungen.

Wenn anerkannt ist, dass im Europa des Europäischen Wirtschaftsraumes zur Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen gemeinsame Lösungen anzustreben sind und dass für ein Land oder eine Region in bestimmten Fällen zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit auch strengere Vorschriften unerlässlich sein können, muss auch gelten, dass die konsequente Anwendung und Durchsetzung der entsprechenden Massnahmen und Vorschriften ein gemeinsames Anliegen darstellt. Unter diesen Voraussetzungen wäre die Gefahr gebannt, dass eine künftige europäische Umweltpolitik vom tiefsten gemeinsamen Nenner ausgeht.

2. Für die Schweiz ist auch angesichts ihrer aktiven Rolle in den internationalen Umweltschutzbestrebungen von Bedeutung, ob der europäische Integrationsprozess die Arbeiten im internationalen Rahmen, was etwa ihre Effizienz oder die Art der Beschlussfassung oder das ihnen zugemesene Gewicht betrifft, in der einen oder anderen Richtung zu beeinflussen vermocht hat oder ob eine solche Beeinflussung zu erwarten ist.

Alle erwähnten Teilbereiche des Natur- und Umweltschutzes sind Gegenstand von Verhandlungen und Erfahrungsaustausch in internationalen Organisationen, in denen die Staaten des Europäischen Wirtschaftsraums und die EG-Kommission mehr oder weniger intensiv mitarbeiten.(*)

Ziel der Verhandlungen sind gemeinsame internationale Strategien und Regelungen und/oder die Annäherung und, wenn möglich, Harmonisierung der nationalen Vorschriften. Bei solchen Verhandlungen vertreten die EFTA-Staaten, wie am Beispiel der Luftverschmutzung gezeigt worden ist, durchwegs vergleichbare Positionen, während unter den EG-Mitgliedstaaten bedeutende Differenzen bestehen können. Dies bestätigt sich auch in der Ausarbeitung des von der Schweiz angeregten internationalen Notifizierungs und Kontrollsystems für die Exporte gefährlicher Abfälle im

* Beispiele

- PNUE: Schutz der natürlichen Ressourcen (biologische Vielfalt, Schutz der tropischen Regenwälder, Kampf gegen die Ausdehnung der Wüsten); Notifizierungssysteme für die Ein- und Ausfuhr verbotener oder in ihrer Verwendung eingeschränkter chemischer Stoffe; Kontrolle des Exportes gefährlicher Abfälle; Schutz der Meere; Klimaveränderungen, zusammen mit der WMO und dem Internationalen Rat Wissenschaftlicher Vereinigungen (ICSU)
- FAO: Pestizidekodex; Aktionsprogramm zum Schutz der tropischen Regenwälder
- ECE/UNO, Gremium der Regierungsberater für Umwelt- und Wasserschutzprobleme und Exekutivorgan des Genfer Uebereinkommens: Luftverschmutzung; Gewässerschutz, Schutz der natürlichen Ressourcen; Umweltverträglichkeitsprüfung
- Europarat: Bodenschutz; Gewässerschutz; Natur- und Landschaftsschutz
- OECD: Kontrolle gefährlicher Stoffe; Kontrolle des Exportes gefährlicher Abfälle; Behebung und Verhinderung von Industrieunfällen; Klimaveränderungen; Biotechnologie; Umweltverträglichkeitsprüfung (namentlich für Projekte der Entwicklungszusammenarbeit); Landwirtschaft und Umweltschutz

Sonderabkommen in Einzelbereichen: Schutz der natürlichen Ressourcen

Rahmen des Umweltprogrammes der Vereinten Nationen, die mit der Unterzeichnung eines entsprechenden Abkommens an der diplomatischen Konferenz von Basel (20.-22. März 1989) zum Abschluss kommen wird: Die EG-Kommission ist an den Verhandlungen als gleichberechtigter Partner vertreten, und es finden unter dem Vorsitz des jeweiligen EG-Präsidiallandes Koordinierungssitzungen statt, an denen gemeinsame Positionen festgelegt werden. Die einzelnen Mitgliedstaaten können jedoch durchaus auch entgegengesetzte Standpunkte vertreten, beispielsweise im vorliegenden Fall des Kontrollsystems in der Frage, welche Rechte den Transitstaaten zustehen sollen.

Die EG-interne Meinungsbildung im Hinblick auf die Formulierung konsolidierter EG-Verhandlungspositionen wie auf die EG-Gesetzgebung ist ein offensichtlich komplexer Prozess. Der Noordwijk-Mechanismus gewährt den EFTA-Staaten einen gewissen Zugang zu dieser Meinungsbildung sowie die Möglichkeit, die eigenen Erfahrungen einzubringen und damit den Prozess allenfalls auch zu beeinflussen. Auch von der schweizerischen Beteiligung am COST und insbesondere am EG Umweltforschungsprogramm (BRB vom 29. Juni 1988) kann eine Wirkung in dieser Richtung erwartet werden. Für die Schweiz bieten schliesslich, wie dargelegt wurde, Verhandlungen im weiteren multilateralen Rahmen, die zu internationalen Abkommen führen, eine nicht zu unterschätzende Gelegenheit, ihre Umweltanliegen einzubringen und sich dabei, zusammen mit den übrigen EFTA-Staaten, mit jenen EG-Mitgliedern abzusprechen, die von einer vergleichbaren Interessenlage im Umweltbereich ausgehen.

Raumplanung

Das Ziel der schweizerischen Raumplanungspolitik ist es, die verschiedenen Interessen am Boden in einer Weise aufeinander abzustimmen, dass der Boden haushälterisch genutzt wird. Raumplanung ist als vorbeugender Umweltschutz ein wichtiger Bestandteil der Umweltpolitik.

Von der Aufhebung der Schranken im Güter-, Dienstleistungs-, Personen- und Kapitalverkehr und damit der Verwirklichung des Binnenmarktes erwartet die EG eine Zunahme des BSP um 4,2 bis 6,5 Prozent und die allerdings nicht auf den EG-Raum gleichmässig verteilte Schaffung von bis zu 5 Millionen neuen Arbeitsplätzen. Diese Entwicklung könnte, falls

sie eintritt, bedeutende Auswirkungen haben auf für die schweizerische Raumordnung relevante Einzelbereiche wie Bevölkerung, Wirtschaft, Siedlungsstruktur, Verkehr oder Landwirtschaft.

Es wäre denkbar, dass der Standort Schweiz an Attraktivität gewinnen und der Raumbedarf der Wirtschaft und ihre Ansprüche an die Erschliessung steigen könnten. Ein Wirtschaftswachstum könnte zu vermehrtem Wohlstand mit entsprechenden Forderungen an die Infrastruktur führen. Die dezentrale Besiedlungsstruktur könnte gefährdet werden, und der Druck auf das Mittelland, einer der am dichtesten besiedelten Regionen Europas mit dem besten Kulturland, könnte wachsen. Der Verkehr würde noch mehr Raum beanspruchen. Es könnte zu einer Umstrukturierung der Landwirtschaft kommen, die nicht nur die Sicherung der Ernährung in Krisenzeiten gefährden, sondern auch Auswirkungen auf die Dauerbesiedelung, den Schutz der Landschaft oder den Tourismus haben würde. Es dürfte nicht einfach sein, Regelungen wie die Lex Friedrich aufrecht zu erhalten, wenn für Schweizer im Gegenzug ähnliche Beschränkungen im EG-Raum eingeführt würden. Alle diese Entwicklungen würden der Schweiz die Aufrechterhaltung ihrer heutigen Raumplanungspolitik erschweren. Diese Gegebenheit wäre deshalb in den Verhandlungen in allen Einzelbereichen zu berücksichtigen. Es gilt auch für die Raumplanung wie für den Natur- und Umweltschutz, dass es durchaus im wohlverstandenen europäischen Interesse wäre, wenn die Schweiz mit ihrer Politik und ihren Massnahmen auf die Dauer erfolgreich bleibt und damit einen Beitrag leistet zur Erhaltung der Lebensqualität in Europa.

Bevölkerung

Mit der Verwirklichung des Binnenmarktes auf den 31. Dezember 1992 sollen auch die letzten Schranken im Hinblick auf die vollständige Ausübung des Rechtes auf Freizügigkeit der Personen innerhalb der EG abgebaut sein. Für die Schweiz stellen sich in diesem Zusammenhang u.a. die folgenden Fragen: Wird sich unser System der Kontrolle der ausländischen Wohnbevölkerung mit Bewilligungen für Niederlassung, Saisoniers und Grenzgänger gegenüber einem EG-Raum mit Niederlassungsfreiheit behaupten können? Ist eine Evolution unseres Systems absehbar? Wie würde sich die vermutlich nach einer Uebergangsfrist zu verwirklichende Liberalisierung im Falle eines schweizerischen EG-Beitritts auf unsere Einwohnerzahl auswirken?

Eine Aenderung der Politik der Schweiz in diesem Bereich steht zwar nicht bevor. Dennoch ist es angezeigt, sich auf die möglichen Auswirkungen einer Liberalisierung auf unsere politischen Strukturen und unsere kulturelle Identität ebenso wie auf unsere Raumplanungs- und Umweltpolitik einzustellen und vorzubereiten. Es seien hier bloss einige Elemente kurz skizziert: Mit dem Verschwinden des Grenzgängerstatuts könnte die Wohnbevölkerung in den besonders betroffenen Regionen und damit der Druck auf den Wohnungsmarkt steigen. Das Lohngefälle könnte Arbeitskräfte anziehen. Ob es zu einem generellen Anstieg der schweizerischen Wohnbevölkerung käme, würde abhängen etwa von der zu diesem Zeitpunkt in der Schweiz und in Europa herrschenden Wirtschaftslage, von einem allfälligen Attraktivitätsgewinn der Schweiz als Wirtschaftsstandort, vom Rationalisierungsgrad in den verschiedenen Sektoren und davon, inwieweit auch Aufträge der öffentlichen Hand ins Ausland flössen. Andererseits ist nicht auszuschliessen, dass die durch die Liberalisierung geförderte Mobilität der Arbeitskräfte zu einem Abbau der Wohnbevölkerung beitragen könnte, wäre eine Rückwanderung doch nicht mehr mit dem Verlust erworbener Rechte verbunden. Die Niederlassungsfreiheit wird in der EG heute schon durch das Lenkungsinstrument der Strukturpolitik mit Agrarfonds, Regionalfonds und Sozialfonds korrigiert. Für die Schweiz könnte eine solche Strukturpolitik zusätzlich einen Beitrag zu einer grösseren Arbeitsteilung sowohl im europäischen wie schweizerischen Rahmen beinhalten. Die Mobilität könnte auch gesteuert werden durch die Entwicklung einer europäischen Lohnpolitik einerseits und andererseits durch die schweizerische Raumplanungspolitik, die eine Niederlassung in der Schweiz mit dem Vorhandensein eines Arbeitsplatzes und mit der Verfügbarkeit einer Wohnung verknüpft. Ferner wären auch in diesem Bereich regionale Lösungen (Tessin/Lombardei; Regionen Genf oder Basel) anzustreben. Dann gilt es zu bedenken, dass nicht nur die Freizügigkeit innerhalb des europäischen Binnenmarktes Probleme aufgibt, sondern für die EG wie für die Schweiz auch der Druck der arbeitssuchenden Menschen aus jenen europäischen Staaten, die nicht der EG oder der EFTA angehören.

Abschliessend sei darauf hingewiesen, dass die Schweiz auch jetzt schon einen bedeutenden Beitrag zur Freizügigkeit der Personen in Europa leistet: Im Jahre 1986 lebten gegen 220'000 Schweizer im EG-Raum. In der Schweiz hingegen waren gegen 600'000 Bürger aus EG-Staaten niedergelassen, und über 708'000 Bürger aus EG-Mitgliedstaaten wohnten bei uns, was drei Viertel der ausländischen Wohnbevölkerung und 11 Prozent der Bevölkerung der Schweiz ausmachte. Die Vermutung ist erlaubt, dass diese Zahlen und Prozentsätze auch durch eine Liberalisierung des schweizerischen Kontrollsystems nicht wesentlich verändert würden.

Landwirtschaft

Für den eigentlichen Landwirtschaftsbereich ist der EG-Binnenmarkt bereits weitgehend verwirklicht. Deshalb dürfte das Datum 1992 für die schweizerische Landwirtschaft und Landwirtschaftspolitik und deren umweltrelevante Aspekte (im Gegensatz etwa zur Nahrungsmittelindustrie) keine unmittelbaren Konsequenzen haben.

Würde die Schweiz jedoch heute der EG beitreten, wäre für die Landwirtschaft mit schwerwiegenden ökologischen Folgen zu rechnen. Hingegen ist zu erwarten, dass diese negativen Auswirkungen auf die Umwelt mit der Zeit abnehmen könnten.

Mit der gemeinsamen Agrarpolitik in einem einheitlichen Markt müsste die Schweiz namentlich auch die einheitlichen Preise übernehmen. Die schweizerischen Produzentenpreise sind heute durchschnittlich doppelt so hoch wie jene in der EG. Nur wenn der entsprechende Einnahmeausfall durch Direktzahlungen kompensiert würde, könnte ein starker Strukturwandel verhindert werden. Anderenfalls könnten vermutlich nur noch Grossunternehmen in bestimmten Gegenden genügend produzieren. Die kleineren und mittleren bäuerlichen Familienbetriebe mit einer diversifizierten Produktion, die in der Schweiz vorherrschen, und die Landwirtschaft im Berg- und Hügelgebiet (d.h. mehr als die Hälfte der Betriebe) müssten ohne Direktzahlungen mit der Zeit aufgegeben werden. Die schweizerische Landwirtschaft würde die ihr übertragenen Aufgaben der Landschaftspflege, die weitgehend nur über eine landwirtschaftliche Nutzung des Kulturlandes möglich ist, und der Erhaltung einer dezent-

tralen Siedlungsstruktur nicht mehr erfüllen können. In einem solchen Szenario wäre auch für eine naturnahe Landwirtschaft und eine integrierte landwirtschaftliche Produktion mit besseren Produkten zu höheren Preisen kaum mehr Platz.

Es scheint aber, dass auch in der EG-Landwirtschaftspolitik allmählich der Umdenkungsprozess in Gang kommt. Er wurde wohl weniger durch ökologische Ueberlegungen (den negativen Auswirkungen der Mechanisierung und der intensiven Anwendung von Hilfsstoffen) als vielmehr durch die Kostenexplosion bei der Ueberschussverwertung ausgelöst. In einem Teil der EG scheint sich, wie in der Schweiz, langsam die Ueberzeugung durchzusetzen, dass etwa bei der Tierhaltung oder beim Obst-, Wein- und Gemüseanbau qualitätsbezogener und naturnaher produziert werden müsste. Solche "sanfte" Methoden würden zu einer Verringerung des Produktionsvolumens führen, und sie würden die Produkte verteuern. Sie hätten daher den wünschbaren Nebeneffekt, dass nicht nur die Preisunterschiede zur Schweiz verringert würden, sondern dass es auch Entwicklungsländern wieder ermöglicht würde, Landwirtschaftsprodukte nach Europa zu exportieren. Die gleichen Wirkungen könnten ausgehen von der laufenden "Uruguay"-Verhandlungsrunde im GATT, wenn es zu einer international verbindlichen Einigung darüber käme, die Agrar-exportsubventionen abzubauen, die Märkte für Landwirtschaftsprodukte zu öffnen und die Pflanzenschutzmassnahmen zu harmonisieren.

Die schweizerische Landwirtschaft ist im grossen und ganzen naturnäher als jene in der EG (Stichworte: Förderung des bäuerlichen Familienbetriebes; ökologische und soziodemographische Ziele der Landwirtschaftspolitik; System der direkten Einkommensstützung), und die Oekologisierung unserer Landwirtschaft ist weiter fortgeschritten (Stichworte: Massnahmen zum Schutz der Böden, der Gewässer, der Tiere und der Pflanzen, illustriert etwa durch das Beispiel der Vorschriften zur Schaffung eines gesunderen Verhältnisses zwischen Tierbestand und verfügbarem Boden im Interesse eines Abbaus der Abhängigkeit von fremden Futtermitteln, der Düngerverwertung, des Gewässerschutzes und, schliesslich, der Tiere selber).

Einer nachdrücklichen und konsequenten Vertretung dieser Politik und ihrer neuen Ausrichtungen in Europa wäre vermutlich eher Erfolg beschieden, wenn sich in der EG die Tendenz zur Dezentralisierung und das Verständnis für regionale Lösungen verstärken würde. Entscheidend sind schliesslich auch das Interesse des Handels, bessere Produkte anzubieten, und die heute noch weitgehend fehlende Bereitschaft der Konsumenten, dafür auch einen höheren Preis zu zahlen.

Forstwesen

Unter den gegebenen Umständen können die Schweizer Wälder ihre ökologische Rolle - Schutz vor Lawinen, Erdbeben, Erosion und Steinschlag, vor Lärm und anderen schädlichen Immissionen; Sicherung der Wasservorräte; Funktion als Erholungsraum, als Habitat für wildlebende Tiere und Pflanzen und als ein in seiner Gesamtheit zu erhaltendes Ökosystem - nur wahrnehmen, wenn sie als Quelle des einzigen einheimischen und zudem erneuerbaren Rohstoffes genutzt werden können und eine einheimische Forstwirtschaft und Holzindustrie tragen.

Deren schwierige Rahmenbedingungen sind bekannt: Drei Viertel der schweizerischen Wälder liegen im Berggebiet. In keinem anderen Land sind die Waldbesitzer so einschneidenden Bewirtschaftungsbedingungen unterworfen. Die Bedrohung der Wälder durch die Luftverschmutzung könnte mit der Zunahme des Verkehrs in einem europäischen Binnenmarkt noch ansteigen, falls es nicht gelingen sollte, diesen Verkehr den schweizerischen Vorstellungen entsprechend auf die Schiene umzuleiten. Im Gegensatz zu den Agrarprodukten wird Holz als ein Industrieerzeugnis angesehen und fällt daher unter das Freihandelsabkommen von 1972, und noch bestehende Stützen (Holznormen, phytosanitäre Bestimmungen) werden vermutlich durch eine Anpassung an europäische Normen noch abgebaut werden müssen.

Innerhalb der EG liegt die Kompetenz im Forstbereich bei den Mitgliedstaaten. Damit könnte auch der Gedanke an regionale Lösungen näher liegen. Es dürfte weniger schwierig sein, innerhalb einer Region mit

ähnlichen Voraussetzungen und Problemen Verständnis zu finden für die Notwendigkeit von energischen Massnahmen zum Schutz unserer Wälder und auch, als einem wichtigen Element in dieser Strategie, zur Unterstützung der schweizerischen Waldwirtschaft.

Transitverkehr

An ihrem informellen Treffen in Delphi vom 1. Oktober beschlossen die EG-Umweltminister, vom Europäischen Rat am 3./4. Dezember in Rhodos zu verlangen, dass er im Hinblick auf die Verwirklichung des Binnenmarktes den Umweltschutz zu einer EG-Priorität erkläre. Für die Mehrheit der EG-Verkehrsminister hingegen, die am 30. September in Athen eine informelle Sitzung durchführten, kann der Nord-Süd-Transitverkehr zur Zeit nur bewältigt werden, wenn die (ökologisch als unerlässlich erachteten) Beschränkungen für die Benutzung der Strassen aufgehoben werden.

Ausgehend von der Tatsache, dass ein über den gesamten EG-Raum harmonisch verteiltes Wirtschaftswachstum eines der Hauptziele der EG ist und dass die Verwirklichung des Binnenmarktes dieses Wachstum fördern soll, ist das Bestreben der Verantwortlichen für die Verkehrspolitik in der EG, auch die schweizerischen Hindernisse auf dem Weg zum freien Güterverkehr auf der Strasse auszuräumen, verständlich. Dass die schweizerischen Massnahmen (28-Tonnen-Grenze, Nacht- und Sonntagsfahrverbot), die zu einer Umleitung des EG-Güterverkehrs durch Oesterreich beigetragen haben, zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit erlassen wurden, spielt in der EG-Verhandlungsstrategie eine zweitrangige Rolle. Dabei ist das Problem, mit dem sich die Schweiz heute konfrontiert sieht, dadurch mitverursacht worden, dass die EG eine ausgeglichene und koordinierte Verkehrspolitik vermissen lässt:

Das durch eine Klage des Europäischen Parlamentes ausgelöste Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 22. Mai 1985 verpflichtet den EG-Rat, die Dienstleistungsfreiheit im Bereiche Verkehr zu verwirklichen. Die entsprechenden Liberalisierungsmassnahmen wie Abschaffung aller mengenmässigen Beschränkungen bis 1992 und Abbau der nationalen Kontingente führten zu Zuwachsraten im Waretransport auf der Strasse,

die auch dadurch begünstigt werden, dass das Transportwesen für die von ihm verursachten Folgekosten namentlich für die Umwelt und die menschliche Gesundheit wie auch für die Infrastruktur nicht aufkommen muss und jeglicher Anreiz zu einer Beschränkung des Transportvolumens fehlt. Die Harmonisierungsmassnahmen, beispielsweise die Angleichung der Steuern und Gebühren, der technischen Normen, der Anforderungen an die Chauffeure und an ihre Arbeitsbedingungen, die mit der Liberalisierung einhergehen sollten und die zu einer Internalisierung der erwähnten externen Kosten führen würden, sind noch nicht beschlossen worden, oder ihre Durchsetzung lässt auf sich warten.

Für den Transitverkehr durch die Alpen und damit auch durch die Schweiz sehen die Zuwachsraten gemäss EG-Angaben folgendermassen aus:

Der EG-Warenverkehr auf der Strasse durch die Schweiz stieg im Jahre 1986 gegenüber dem Vorjahr um 25 % auf 1,1 Mio Tonnen, während der EG-Schienentransport um 4 % auf 10,5 Mio Tonnen zurückging. Im gleichen Jahre erreichten die EG-Lastwagentransporte durch Oesterreich 19 Mio Tonnen, während 11 Mio Tonnen mit der Bahn befördert wurden. Die EG rechnet nach 1992 bis zum Jahre 2012 mit einer Zunahme des Nord-Süd-Güterverkehrs von zwischen 35 und 100 %. Falls die Schweiz ihre Strassen für die 40-Tonnen-Lastwagen öffnen würde, wird erwartet, dass die Gotthardroute statt den heutigen durchschnittlich 1800 schon jetzt werktags täglich rund 6000 Lastwagen bewältigen müsste. Diesem Transitverkehr wäre das schweizerische Strassennetz schon heute nicht gewachsen, ganz zu schweigen von den zu erwartenden Zuwachsraten. Es besteht Anlass zur Vermutung, dass die Belastung der Natur und der menschlichen Gesundheit durch den Strassenverkehr in den Alpentälern längs der Gotthardroute heute schon das erträgliche Mass überschritten hat. Die ökologischen Ueberlegungen, die unsere Haltung in den Verhandlungen mit Brüssel mitbestimmen, werden noch verstärkt durch das Argument der Kapazitätsgrenzen, das den Strassentransport zu einem knappen und daher sparsam zu nutzenden Gut erklärt und das auch eine allfällige, vom Standpunkt des Umwelt- und Naturschutzes höchst fragwürdige Forderung nach einem Ausbau dieses Netzes abwehren soll.

Es ist auch in der EG anerkannt, dass der kombinierte Verkehr längerfristig die effizienteste Lösung darstellt. Schliesslich wurde sie ja auch für den Aermelkanaltunnel gewählt. Nachdem für die Schweiz in

der Frage der Gewichtsbeschränkung keine Konzession möglich ist, bieten wir den kombinierten Verkehr auch als kurz- und mittelfristige Lösung an: Er kann das Transitproblem bewältigen, wenn auch nördlich und südlich unserer Grenzen die nötigen Begleitmassnahmen ergriffen werden. Innerhalb der EG - in gewissen Mitgliedstaaten und teilweise auch im Europäischen Parlament - stösst unsere Haltung durchaus auch auf Verständnis. Wenn es gelingt, von der EG das Zugeständnis zu erlangen, dass unsere Anliegen berechtigt sind, hätte die Schweiz damit einen Beitrag zur Entwicklung einer umweltgerechten europäischen Transportpolitik geleistet.

Unsere ökologische Argumentation könnte in dieser wie auch in anderen Verhandlungen, in denen solche Probleme eine Rolle spielen, durch den Hinweis unterstützt werden, dass für uns die Erhaltung eines zentralen Teils der Alpen als Siedlungs- und Erholungsgebiet zumindest den gleichen Stellenwert einnimmt wie bestimmte Umweltphänomene wie etwa die Verschmutzung des Rheins und der Nordsee, die Waldbrände im Mittelmeerraum, das Robbensterben oder die Algenpest, die anderswo im EG-Raum als besonders akute Probleme erkannt worden sind.

Entwicklungszusammenarbeit

Mit Dokumenten wie der "Globalen Strategie zur Erhaltung der natürlichen Ressourcen", 1980 gemeinsam von PNUE, UICN und WWF herausgegeben, und dem 1987 veröffentlichten Bericht der Weltkommission für Umwelt und Entwicklung, "Unsere gemeinsame Zukunft", fand das Konzept der dauerhaften, das heisst umweltgerechten Entwicklung Eingang in den allgemeinen Sprachgebrauch, und ihre Strategien zur Durchsetzung einer umweltgerechten Entwicklung sowie zur Korrektur von Fehlentwicklungen beginnen sich allmählich auszuwirken. Dabei ist unbestritten, dass die Industrieländer für die Erhaltung und Wiederherstellung des Umweltgleichgewichtes in den Entwicklungsländern mitverantwortlich sind. Sowohl in der Weltbank wie in der OECD werden Richtlinien entwickelt, wie diese Verantwortung wahrzunehmen ist. Ausgangslage sind mehrere einander gegenseitig beeinflussende Phänomene und Entwicklungen: die Auswirkungen der Handels- und Investitionspolitik und der Entwicklungszusammenarbeit auf die Umweltsituation in den Entwicklungsländern; der Zusammenhang zwischen dem Weltwirtschaftssystem, der Schuldenkrise

und der Ressourcenlage in den Entwicklungsländern; die globalen Auswirkungen von Bevölkerungsexplosion, Ausdehnung der Wüsten und Verschwinden der tropischen Regenwälder in den Entwicklungsländern.

Das vierte Umweltaktionsprogramm der EG (1987-92) räumt auch der Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern einen Platz ein. Im neuen Lomé-Abkommen andererseits, über das zur Zeit verhandelt wird, soll auch auf Umwelthanliegen eingegangen werden.

Es wäre prüfenswert, ob die Schweiz im Interesse eines abgestimmten und effizienten Einsatzes der verfügbaren Mittel nicht auch in diesem Bereich vermehrt die Zusammenarbeit mit der EG und den Instrumenten ihrer Entwicklungszusammenarbeit (Europäische Investitionsbank; Lomé-Abkommen und Europäischer Entwicklungsfonds) suchen sollte. Eine Möglichkeit der Zusammenarbeit stellt der Rohstoffstabilisierungsmechanismus des erwähnten Abkommens dar. Andere Bereiche, bei denen an Kofinanzierungen gedacht werden könnte, wären die regionale Hilfe zur Förderung der Süd-Süd-Zusammenarbeit und die Beteiligung mit Risiko-Kapital an Unternehmen oder Entwicklungsbanken. Angesichts dieser Interessenlage wäre es zu begrüßen, wenn die Schweiz die Verhandlungen zwischen der EG und den betroffenen 66 Entwicklungsländern über das neue Lomé-Abkommen IV, das im März 1990 in Kraft treten soll, als Beobachter verfolgen könnte.

Verhältnis Schweiz-EG im Umweltbereich: Schlussfolgerungen

1. Natürliche Gegebenheiten, wirtschaftliche Entwicklung, Konsumverhalten und Bewusstseinsbildung dürften in Europa die Tendenz zur Angleichung der grossräumigen Umweltprobleme wie auch der Bestrebungen zu ihrer Behebung und Verhinderung verstärken. Mit der Einheitlichen Europäischen Akte schuf die EG die rechtlichen Voraussetzungen für eine gemeinschaftliche Umweltpolitik, die unweigerlich auch die EFTA-Staaten berühren wird. Die Schweiz muss ihre aktive Mitgestaltung an einer europäischen Umweltpolitik auch in Zukunft sicherstellen. Längerfristig würde sie ihren Beitrag am effizientesten einbringen und ihre Umweltinteressen am besten vertreten können, wenn sie Mitglied einer EG wäre,

in der sich unter Ausnützung der durch die Einheitliche Europäische Akte geschaffenen Möglichkeiten das Recht auf über die EG-Regelungen hinausgehende nationale Umweltschutzbestimmungen und damit auf regionale Sonderlösungen durchsetzt.

2. Solange die EG im Umweltbereich Mehrheitsbeschlüsse ausschloss und sich ihre Umweltschutzmassnahmen nach dem tiefsten gemeinsamen Nenner ausrichteten, hätte die Schweiz, wäre sie EG-Mitglied gewesen, ihre zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit als unerlässlich erkannte Umweltgesetzgebung nicht durchsetzen können. In die gleiche Richtung weisen Ueberlegungen, die von einem hypotetischen EG-Beitritt zum jetzigen Zeitpunkt in verschiedenen umweltrelevanten Bereichen negative Auswirkungen erwarten.

3. Bis zum Vollzug eines allfälligen Beitritts ebenso wie im Fall einer Nicht-Mitgliedschaft unter der durch die Einheitliche Europäische Akte geschaffenen neuen Lage wird die Schweiz ihren Umweltanliegen wie bisher nach aussen Geltung verschaffen können, indem sie alle sich bietenden Kanäle, Instrumente und Mechanismen der internationalen Zusammenarbeit, sei es mit der EG und ihren Mitgliedstaaten in allen Bereichen ("Umweltreflex"), sei im Rahmen von regionalen und globalen Organisationen und Abkommen, weiterhin intensiv, konsequent und einfallsreich nutzt. In Europa ist dabei die Voraussetzung gegeben, dass zunehmend von gemeinsamen Strategien zur Bekämpfung und Verhinderung der Umweltprobleme ausgegangen werden kann.

Sektion Internationale Umweltangelegenheiten

Wilhelm Schmid

Folgende Vertreter verschiedener Bundesämter beteiligten sich regelmässig oder für bestimmte Sachgebiete an den Arbeiten der Umweltgruppe:

- EDA - Direktion für Internationale Organisationen:
 Stv. Direktor L. Erard (Vorsitz)
 W. Schmid
 S. Lazzarotto
- Politische Direktion: J.C. Richard
 Ch. Schönenberger
- Integrationsbüro: Botschafter J. Kellenberger
 R. Bärffuss
- Direktion für Völkerrecht: M. Hartenbach
- Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe:
 M. Flury
 S. Nellen
- EDI - Bundesamt für Forstwesen und Landschaftsschutz:
 A. Antonietti
 R.P. Lebeau
 A. Semadeni
- Bundesamt für Umweltschutz: A. Clerc
- Bundesamt für Statistik: W. Haug
- EJPD - Bundesamt für Polizeiwesen: A. Bühler
 A. Ramseyer
- Bundesamt für Ausländerfragen: Stv. Direktor W. Wüthrich
 M. Fornerod
- Bundesamt für Raumplanung: F. Wegelin
- EVD - Bundesamt für Aussenwirtschaft: H. Hertig
 S. Ronzani
- Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit: Th. Mauron
- Bundesamt für Landwirtschaft: E. Joseph
 F. Mettraux
- EVED - Bundesamt für Verkehr: Stv. Direktor C. Mossu
 G. Chappuis
 R. Zimmermann

Neben einer Fülle von Unterlagen aus den mitbeteiligten Bundesämtern standen der Umweltgruppe die folgenden spezifischen Arbeitspapiere zur Verfügung:

- "La politique environnementale suisse et l'Europe" (BUS)
- "La protection de la nature et du paysage en Suisse et en Europe" (BFL)
- "Die schweizerische Forstpolitik und der Umweltschutz im Rahmen der europäischen Integrationsbestrebungen" (BFL)
- "Auswirkungen der europäischen Entwicklung auf die Raumplanung (BRP)"
- "La politique agricole suisse et les mesures de protection de l'environnement dans le cadre de l'intégration européenne" (BLW)
- "Die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit und die europäische Integration" (DEH)



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

GRUENE KOPIE

CK 3 O. Nov. 88 - 9

o.132.35.4 - SCW/CX

Bern, 28. November 1988

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

Verteiler:

EDA - Politische Direktion: J.C. Richard
Ch. Schönenberger

- Integrationsbüro: Botschafter J. Kellenberger
R. Bärffuss

- Direktion für Völkerrecht: M. Hartenbach

- Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe:
M. Flury
S. Nellen

EDI - Bundesamt für Forstwesen und Landschaftsschutz:
A. Antonietti
R.P. Lebeau
A. Semadeni

- Bundesamt für Umweltschutz: A. Clerc

- Bundesamt für Statistik: W. Haug

EJPD - Bundesamt für Polizeiwesen: A. Bühler
A. Ramseyer

- Bundesamt für Ausländerfragen: Stv. Direktor W. Wüthrich
M. Fornerod

- Bundesamt für Raumplanung: F. Wegelin

EVD - Bundesamt für Aussenwirtschaft: H. Hertig
S. Ronzani

- Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit: Th. Mauron

- Bundesamt für Landwirtschaft: E. Joseph
F. Mettraux

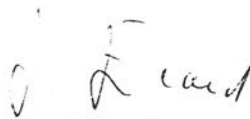
EVED - Bundesamt für Verkehr: Stv. Direktor C. Mossu
G. Chappuis
R. Zimmermann

Groupe de réflexion Europe
Gruppe Umweltfragen

Sie erhalten beiliegend zu Ihrer Information den Schlussbericht der Arbeitsgruppe mit den Schlussfolgerungen ihres Vorsitzenden. Wir ersuchen Sie, diesen Bericht als internes Dokument zu behandeln.

Wir nehmen diese Gelegenheit wahr, um Ihnen für Ihre wertvolle Mitarbeit in der Umweltgruppe unseren besten Dank auszusprechen.

Direktion für
Internationale Organisationen


L. Erard

Beilage erwähnt

CK 3 0. Nov. 88 - 9

Kopie mit Beilage:

MF, ER, GWB, FLR, SCW, LAZ

CK 3 0. Nov. 88 - 9